

PAYSANS, OUVRIERS, ÉTUDIANTS s'opposent au régime

Ceux qui pensaient encore avoir des illusions sur les capacités du gouvernement gaulliste à régler les problèmes économiques sont maintenant renseignés. Depuis 1958, ce gouvernement ne cesse de pratiquer une politique réactionnaire au service des intérêts privés qui le soutiennent, et toutes ses décisions ont été inspirées par cette servitude.

Ne cherchons pas ailleurs la raison qui fit succéder au technocrate complotteur Debré, le financier conservateur Pompidou.

1963 devait être une année sociale. Jamais il n'y eut autant de conflits. Et malgré les déclarations triomphales sur la « monnaie », la « stabilisation », le « progrès » et la « grandeur » 1964 commence par des luttes sociales et politiques qui font échec au plan de stabilisation de M. Giscard d'Estaing.

Ce plan a pour but de bloquer la hausse des prix et d'arrêter l'inflation qui menace l'économie française. C'est le constat de la faillite de la politique gouvernementale. Pourquoi ? La première cause de l'inflation réside dans le fait que les dépenses improductives de l'Etat (et la force de frappe n'est qu'un exemple) ont augmenté dans des proportions dangereuses (17 % en un an), diminuant automatiquement la part des investissements productifs et pesant ainsi sur le niveau de vie national. Les autres causes d'inflation ont toutes trait aux structures mêmes de l'économie française (professions agricoles, spéculation sur les logements, ententes industrielles, non-démocratisation de l'enseignement...)

D'autant plus que systématiquement et en de nombreux secteurs dont le logement, le gouvernement substitue les crédits privés aux crédits publics permettant la réalisation d'opérations scandaleuses par des groupes financiers tout dévoués, on s'en doute, à sa survie. Toutes les mesures récentes prises sur le plan monétaire, les circuits de financement, les pressions en Bourse... l'ont été dans le seul sens de cette substitution.

Le gouvernement est donc amené en conséquence à libéraliser l'économie française, à la confier de plus en plus à l'initiative privée et à « déplanifier » l'organisation économique du pays. Il aligne sa politique sur celle du grand patronat et pense comme celui-ci qu'une période de crise et de chômage

pèsera sur le marché de l'emploi, évitera les hausses des salaires, et jugulera l'inflation redoutée.

Cette récession voulue par les économistes inspirateurs du Pouvoir met donc en cause toute la vie sociale de notre pays.

Et ainsi s'éclaire d'un jour nouveau, la forme que prend, maintenant la lutte revendicatrice des travailleurs.

Hier encore, les revendications étaient catégorielles et successives. Elles ne mettaient en cause que la situation particulière d'une profession, et bien souvent même s'il capitulait, le gouvernement se tirait du mauvais pas sans avoir été tellement menacé.

Nous avons toujours dit face à ces conflits que leur cause réelle était liée à un problème économique d'ensemble et que les succès obtenus n'étaient souvent qu'un palliatif insuffisant qui ne faisait que reculer l'échéance inévitable de la véritable réforme à entreprendre.

On y arrive maintenant. Regardez les conflits actuels. Ouvriers et paysans de Morlaix, de Brest, de Saint-Nazaire. Tous ont cette semaine nettement affirmé que leurs luttes avaient un caractère politique, et que leur solidarité (étendue par l'appui des étudiants et des universitaires) entendait démontrer que leurs revendications n'étaient plus intérieures à leurs professions, mais au contraire, posaient très nettement le problème des structures économiques du pays.

Ce qui est désormais en cause, c'est l'économie générale du pays, c'est le régime politique qui en est responsable. Et leurs moyens de protestation se heurtant à l'indifférence gouvernementale, à son mépris souverain ou à ses méthodes policières, les ouvriers, paysans ou étudiants en sont tout naturellement amenés à radicaliser les luttes. Nous entrons dans la période où « l'action directe » devient le seul moyen à employer pour se faire entendre du gouvernement.

C'est ainsi que les paysans bretons, qui avaient pourtant apporté leurs suffrages au gaullisme quelques semaines seulement après leurs premières manifestations, considèrent aujourd'hui que la suite logique de leur mécontentement social débouche sur la lutte ouverte contre le système politique qui en est la cause.

Et en même temps se développe chez les travailleurs le réflexe unitaire. Ils prennent conscience que leurs revendications sont complémentaires et qu'ils doivent ensemble repenser les vieilles structures et les transformer, ils s'associent donc pour un combat commun.

Nous entrons dans une période extrêmement importante qui va amener l'ensemble des travailleurs à rechercher quelle doit être la politique à concevoir pour s'opposer au gaullisme.

Notre rôle doit être avec eux, de tout faire pour que cette politique ne soit pas essentiellement négative par réflexe d'opposition, mais pour qu'au contraire elle recherche des solutions qui ne soient pas seulement des expédients. C'est le rôle que doit jouer la politique du contre-plan définie par le P.S.U. Ce sont maintenant des propositions concrètes que notre parti doit faire à l'ensemble des forces socialistes. Par exemple :

— Lorsque les paysans manifestent, le P.S.U. doit proposer des discussions communes posant le problème du réaménagement d'ensemble de la fonction agricole ;

— Lorsque les ouvriers de Saint-Nazaire protestent contre les licenciements, le PSU doit, comme il le fit à Decazeville, situer le problème à l'échelle de l'aménagement du territoire, et montrer combien est nécessaire une planification démocratiquement conçue et appliquée qui mettra les ouvriers hors de la tutelle du patronat exploiteur.

Avant toute nouvelle crise, c'est la situation des mines de fer de Lorraine, des mines du Nord, des usines Renault... qui doit être remplacée par nous dans le cadre d'une politique d'inspiration socialiste en opposition avec celle du régime gaulliste.

Et le fait que les candidats aux futures élections présidentielles soient restés, tous les deux, étrangement muets, face aux manifestations de ces derniers jours, nous confirme dans notre certitude que l'alternative socialiste est une solution proposable en 1964 et que la révolution économique et sociale ne peut être conduite que par les forces unies du socialisme.

Harris Puisais.